



Pour les six prochains mois de l'année 2018, la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), institut d'émission des six pays de la Cemac, que sont le Cameroun, le Congo, le Gabon, la RCA, le Tchad et la Guinée équatoriale ; projette un «repli continu des investissements publics», apprend-on dans le communiqué ayant sanctionné le Conseil d'administration de cette Banque centrale, tenu le 4 juillet 2018 à Yaoundé.

En effet, depuis l'année 2016, beaucoup d'Etats membres de cet espace communautaire ont dû revoir à la baisse leurs ambitions en terme d'investissements publics, du fait de la chute des recettes publiques, elle-même consécutive à la baisse des cours mondiaux des matières premières exportées par ces pays.

Par exemple, au Cameroun, la locomotive économique de la Cemac, la dotation globale consacrée au Budget d'investissement public en 2018 est passée à 1 292 milliards de francs Cfa, après avoir culminé à 1 586 milliards francs Cfa en 2017, en baisse de 294 milliards entre les deux exercices.

De plus, du fait des difficultés de trésorerie que rencontre l'Etat, ce budget n'a été exécuté, à fin juin 2018, qu'à seulement 37,9%, selon le ministère de l'Economie.

De plus, le président de la Commission de la Cemac, le Gabonais Daniel Ona Ondo (photo), a

récemment conseillé la prudence aux Etats, en matière d'utilisation des revenus supplémentaires issus de l'embellie des cours mondiaux des matières premières. «La remontée des prix [du pétrole brut, Ndlr], à notre entendement, doit servir prioritairement le désendettement et la constitution d'une épargne pour faire face demain à des chocs exogènes récessifs.», a suggéré M. Ona Ondo le 22 juin 2018 dans la capitale économique camerounaise, à l'ouverture de la 5ème édition de la session ordinaire du Comité de pilotage (COPIL) du Programme des réformes économiques et financières de la Cemac (PREF-Cemac).

Investir au Cameroun